

# Un sas entre deux mondes

**TARNOS** Le Conseil municipal votera, ce soir, l'acquisition de terres agricoles pour y installer une ferme. Elle accueillera, dès 2020, des prisonnières en fin de peine

**Pantolika Delobel**  
p.delobel@sudouest.fr

Dans la salle à manger des anciennes Missions africaines de Baudonne, à Tarnos, on a rallumé le chauffage. La grande maison et son annexe, tout aussi immense, restaient inoccupées depuis le départ du dernier missionnaire, voilà quatre ou cinq ans. D'ici quelques mois, les chambres des religieux accueilleraient de nouveaux locataires, des femmes détenues en fin de peine.

La communauté Emmaüs, installée juste à côté, ferraille sur le projet depuis deux ans. L'idée est d'ouvrir une ferme où les prisonnières puissent se préparer au retour à la société via le travail agricole et la vie en communauté. Sept postes en maraîchage biologique seront à pourvoir et les résidentes-salariées prises en charge sur des périodes allant de six mois à deux ans. La structure d'insertion est quasiment sur les rails.

Ce soir, le Conseil municipal de Tarnos votera l'acquisition d'une parcelle d'environ 3 hectares, située en bord de route, sur le site des Missions africaines. La commune a prévu de louer le lopin de terre à Emmaüs pour qu'y soit développé son projet, sur le modèle de ce qui se fait pour les hommes à Moyembrie (dans l'Aisne) et à Lespinassière (Aude).

## Une première en France

L'accueil de femmes sous le régime du placement extérieur est une première en France. L'approbation des élus tarnosiens ne devrait être qu'une formalité. C'est du moins ce qu'espère Gabi

Mouesca, directeur de la Ferme Emmaüs Baudonne. Avec deux autres salariés de la communauté emmaüsienne, ils ont fait du réfectoire leur QG. L'ordinateur tourne non-stop, la bouilloire électrique aussi. Sur une table, les dossiers prioritaires sont classés dans des chemises de couleurs.

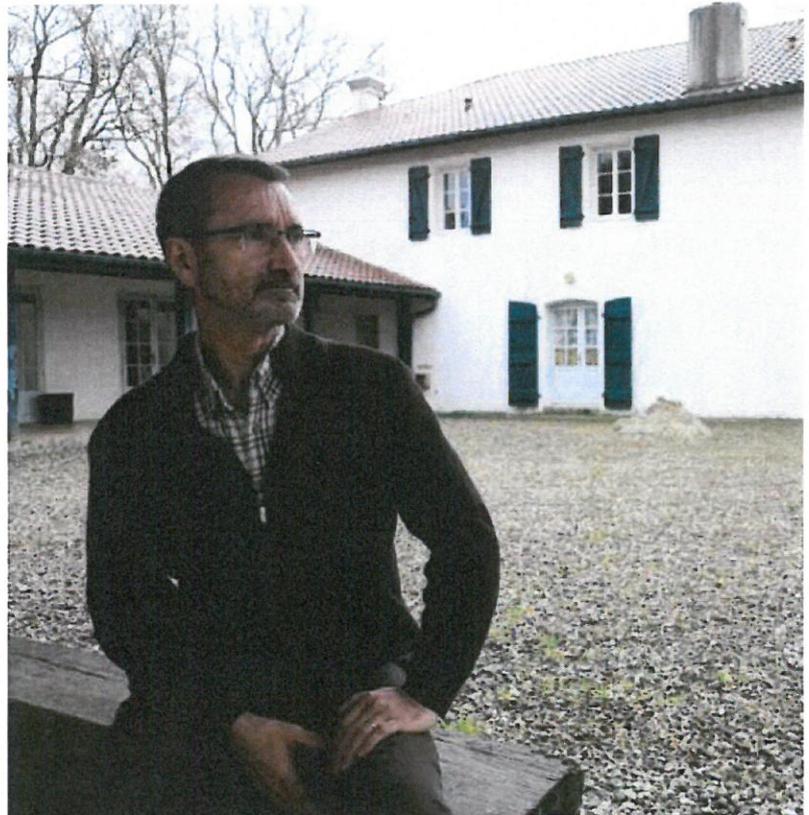
Celle de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer) pourra bientôt être archivée. Pour la parcelle de Baudonne, l'organisme qui régule l'attribution des surfaces agricoles a dû trancher entre quatre dossiers (lire ci-contre). Après huit mois de réflexion, la Safer a donné son feu vert au projet de réinsertion.

« C'était le 4 décembre », lâche Maude Candolini. L'éducatrice spécialisée aurait du mal à oublier la date. « Ça été très long et ce temps qui passait résonnait difficilement pour nous », reconnaît Gabi

Mouesca. « C'était priver des personnes d'autant de temps de réappropriation de leur liberté », estime le militant basque, qui a lui-même passé dix-sept ans derrière les barreaux.

## Contrats de travail

Quelque temps après sa sortie de prison, il est devenu président de l'Observatoire international des prisons (OIP). Récemment, c'est devant la secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa, qu'il a défendu ce programme de réinsertion par le travail. « Ces femmes, toujours sous écrous,



Gabi Mouesca, directeur de la Ferme Emmaüs Baudonne, devant l'ancien site des Missions africaines. PHOTO P.K.D.

## Des agriculteurs en colère

La séance du Conseil municipal de Tarnos devrait être animée, ce soir, au moment du vote de la délibération concernant l'acquisition de cette parcelle. Agriculteur à Saubrigues, Éric Chapelet faisait partie des quatre candidats à l'acquisition des cinq hectares concernés. « On m'a dit que je n'avais pas été retenu parce que j'avais été attributaire d'une propriété en 2016, sauf que je ne peux l'occuper parce qu'une procédure est en cours, le locataire actuel ne veut pas en partir. »

Au-delà de ce refus, il s'interroge, lui qui avait un projet de maraîchage bio et de ferme pédagogique pour les scolaires, sur le choix de la Safer d'attribuer des terres agricoles à une collectivité et il annonce que, ce soir, il se rendra en tracteur avec d'autres agriculteurs à la mairie de Tarnos pour faire entendre sa voix, fort d'une pétition de gens du quartier qui soutiennent son projet agricole.

Christian Carmouse, agriculteur qui, lui, a obtenu 2,5 hectares sur les cinq concernés sera également présent, ce soir, à la mairie. « Ce n'est pas une opposition au projet. Mais dans un secteur où il y a une forte pression foncière, où les terres agricoles sont très morcelées, on s'interroge sur la manière de faire. On ne sait pas combien de temps ce projet va durer. Et après, quand il s'achèvera, ce sera donc la municipalité qui en sera propriétaire, au détriment des agriculteurs. » C. L.

aurent des contrats de 26 heures par semaine, payés au Smic et des congés payés », énumère-t-il en faisant des va-et-vient mécaniques dans la salle de réunion, comme calqués sur ses allées et venues dans la cour de promenade.

« On parle souvent du "choc carcéral", mais on ne dit pas que la remise en liberté est aussi très éprouvante, poursuit-il. En prison, on a peu d'autonomie. On oublie comment se faire à manger trois fois par jour, comment gagner sa vie pour avoir un toit au-dessus

de sa tête. Ça explique la réciproque. »

## Mères de famille

La communauté Emmaüs considère Baudonne comme un sas entre ces deux mondes. Au 1<sup>er</sup> janvier prochain, la préfecture des Landes attribuera au site le statut d'Ateliers et chantiers d'insertion. Les premières prisonnières pourraient être accueillies avant le printemps. Gabi Mouesca parle d'une phase de sélection très encadrée. Chaque demande sera examinée par l'association. Les candidates retenues devront solliciter une permission de sortie pour séjourner un week-end aux côtés des bénévoles. La décision finale d'accorder cet aménagement de peine ou pas reviendra au juge de l'application des peines et au conseiller pénitentiaire d'insertion et probation.

« Il faut se donner les moyens de faire quelque chose de fructueux », commente le président. Une des prochaines étapes consistera à transformer une partie de l'aile du bâtiment en studios pour pouvoir y accueillir, dès 2021, trois femmes avec leurs enfants.

## ON EN PARLE

### Huit nouveaux artisans de la paix

**BAKE BIDEA** Le mouvement en faveur du processus de paix au Pays basque avait donné rendez-vous, hier, devant la maison natale de René Cassin, rue Ducéré à Bayonne, pour présenter huit nouveaux artisans de la paix. Un choix symbolique pour mettre en avant la déclaration universelle des Droits de l'homme et son premier article. « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits ». Un texte fondamental qui doit s'appliquer aux

prisonniers basques selon le collectif, qui plaide pour des aménagements de peine et organise une nouvelle manifestation en ce sens le 11 janvier.

Face caméra, les huit nouvelles recrues ont expliqué le pourquoi de leur engagement. Par ordre alphabétique : Elorri Amestoy, médecin aux urgences psychiatriques de l'hôpital de Bayonne ; Laurent Bernays, animateur en agro-écologie ; Pascal Dejous, inspecteur honoraire de l'Éducation nationale ; Sarah et Fabian Feldmaan, restaurateurs à Biarritz ; Philippe Mayté, professeur d'histoire et directeur de Largenté ;

Agnès Sallaberry, paysanne à Bergouey-Villeneuve ; Jacques Siougos, membre du comité de défense des locataires des Hauts de Sainte-Croix.

### Le concert de Noël d'Oldarra à Biarritz

**CHANT** Dirigé par Iñaki Utizberea, le chœur d'hommes Oldarra donnera son concert de Noël dimanche 22 décembre, à 17 heures, à l'église Sainte-Eugénie à Biarritz. Ouvert à tous. Libre participation.

**Biarritz**  
Parvis des Halles et Clémentineau  
du 06/12 au 05/01/20

Village de Noël  
Carrousel  
Crèche vivante  
Marché de Noël  
Concours Pulls de Noël

Halles-Biarritz.fr